



Research Paper

Le défi d'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire (1960- 2002)

The challenge of unity for the Evangelical Protestant community of Côtéd'Ivoire (1960-2002)

SITIONON Mathieu

Doctorant en Histoire

Université Félix Houphouët-Boigny

SAVADOGO Boukary Mathias

Professeur Titulaire

Université Félix Houphouët-Boigny

Département d'Histoire

Résumé :

L'inscription de la laïcité dans la constitution ivoirienne dès l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance et la libéralisation du domaine public à partir de 1990 favorisent ou consolident la diversité religieuse d'un pays fortement compartimenté au plan socio-ethnique. Les innovations religieuses, les dissidences et diverses pratiques cultuelles prospèrent de ce fait dans ce pays, mettant des organismes religieux traditionnels en constante mutation. Les églises protestantes évangéliques fondamentalistes, réunies au sein de la Fédération Évangélique de Côte d'Ivoire (FECI) depuis 1960, ne sont pas exemptées. Les mutations politico-sociales leur laissent des marques si bien que leur unité, une valeur cardinale du religieux, au sein d'une seule faitière est phagocytée. Cet article analyse l'influence des fluctuations politico-sociales nationales sur l'unité du milieu protestant évangélique de Côte d'Ivoire entre 1960 et 2002. L'objectif étant de montrer la perméabilité des Églises protestantes évangéliques fondamentalistes aux mutations politico-sociales, cet article se construit par le biais des sources écrites et orales.

Mots clés: *Doctrine ; FECI ; Néo-pentecôtiste ; Protestant évangélique ; Unité.*

Abstract:

The inclusion of secularism in the Ivorian constitution as soon as Côte d'Ivoire gained independence, and the liberalization of the public domain from 1990 onwards, have encouraged or consolidated religious diversity in a country that is highly compartmentalized in terms of identity and socio-ethnicity. As a result, religious innovations, dissent and diverse worship practices flourish in this country, putting traditional religious bodies under constant transformation. Fundamentalist evangelical Protestant churches, united within the Fédération Évangélique de Côte d'Ivoire (FECI) since 1960, are not exempt. Politico-social mutations are leaving their mark, so much so that their unity - a cardinal value of the religious - within a single umbrella organization is being phagocytosed. This article analyzes the influence of national politico-social fluctuations on the unity of the evangelical Protestant milieu in Côte d'Ivoire between 1960 and 2002. With the aim of demonstrating the permeability of fundamentalist evangelical Protestant churches to politico-social mutations, this article is based on written and oral sources.

Key Words: *Doctrine ; Evangelical protestant ; FECI ; Neo-pentecostal ; Unity*

Received 24 Sep., 2024; Revised 04 Oct., 2024; Accepted 06 Oct., 2024 © The author(s) 2024.

Published with open access at www.questjournals.org

I. Introduction

Contrairement à l'Islam et au Catholicisme, l'Évangélisme s'introduit véritablement en Côte d'Ivoire pendant la période coloniale. Cela grâce aux clauses du protocole de Saint-Germain-en-Laye en 1919 et l'émergence des sociétés missionnaires issues du réveil dit « de la sanctification ». Toutefois, d'origine anglo-saxonne pour la plupart, ces sociétés missionnaires sont mises à l'épreuve des rivalités coloniales. Ayant à cœur son projet de domination de l'Afrique, la France introduit de nombreuses restrictions à l'épanouissement de l'œuvre des organisations missionnaires anglo-saxonnes. Ces restrictions furent telles que les missionnaires évangéliques, de toutes les origines (français, anglais), créèrent un cadre de collaboration, la Fédération protestante d'Afrique Occidentale Française. Cette Fédération travailla à l'unité et la propagation du protestantisme évangélique en A.O.F jusqu'au morcellement de son cadre géographique à la faveur des indépendances en 1960. Avec le nouveau contexte, la Fédération devint caduque. Sa liquidation, intervenue à Bamako lors d'une conférence tenue du 14 au 16 juin 1960, donne quitus aux missionnaires de chaque nouvelle République de procéder à la création d'une faîtière nationale (AMBCI, 1960). Ainsi, la Fédération Évangélique de Côte d'Ivoire (FECI) naquit le 22 novembre 1960 à Bouaké. Elle fut la seule organisation fédérale officielle du milieu protestant évangélique du pays, en dépit des tumultes internes, jusqu'à la création du Conseil National des Églises Protestantes et Évangéliques de Côte d'Ivoire (CNEPE-CI), une faîtière des mouvements charismatiques ou néo-pentecôtistes doctrinalement opposée à la FECI. L'élection de Laurent GBAGBO en octobre 2002 comme le premier président *born again* du pays, précédemment converti au néo-pentecôtisme sous la triple influence du « prophète des nations » Sévérin Kacou de l'église *Foursquare* de Côte d'Ivoire, du pasteur Moïse Koré de la *Shekinah Glory Ministries* et de son épouse Simone, fervente évangélique, consacra le cosmopolitisme du milieu protestant évangélique de Côte d'Ivoire. Son unité devient un réel défi voire un serpent de mer dans la mesure où les conjonctures politico-sociales lui laissent inlassablement ses empreintes. Comment les conjonctures politico-sociales défient-elles l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire ?

Plus qu'une histoire du protestantisme évangélique national, qui demeure en paysage en friche en dépit de nombreux travaux (Kéo, 1997 ; Bony, 2010 ; Coulibaly, 2012 ; Coulibaly 2012 ; Coulibaly 2016, Kouassi, 2013 ; 2024 ; Miran-Guyon, 2015 ; Tuo, 2022 ; Soro, 2022), cet article met en perspective le défi de l'unité du milieu protestant évangélique du pays au gré des mutations politico-sociales de 1960 à 2002. Cet aspect, à l'état actuel de nos fouilles, n'a fait objet d'aucune étude. Ce travail comble donc ce déficit. Notre analyse s'attache à montrer, d'une part, la perpétuation, dans les décennies postindépendance, du modèle d'unité du conservatisme évangélique, hérité de l'époque coloniale, au sein de la FECI et, d'autre part, l'implosion de la communauté protestante évangélique du pays avec l'ouverture démocratique. Pour traduire avec aisance cette réflexion, nous avons croisé les informations issues du dépouillement des archives d'organisations évangéliques, de la presse et des entretiens oraux.

1. Le Défi d'unité au sein de la FECI

La FECI, héritière de la Fédération protestante d'A.O. F. fut la première faîtière du milieu protestant évangélique national. Malgré son conservatisme doctrinal qu'elle perpétua pendant les premières décennies postindépendance, elle participa au renforcement de l'unité évangélique en Côte d'Ivoire.

1.1. Contexte de création et présentation de la FECI

Après la liquidation de la Fédération protestante de l'A.O. F en juin 1960 à Bamako, l'Assemblée Générale Constitutive de la Fédération ivoirienne se tint le 22 novembre 1960 à Bouaké. Elle rassembla la *Christian and Missionary Alliance* (CMA), la *Worldwide Evangelization Crusade* (WEC devenue AEEDI), la *Conservative Baptist Foreign Mission Society* (CBFMS devenue AEBEI), la *Free Will Baptists Mission* (FWBM devenue Baptistes Libres), la Mission Biblique (UEESO-CI), les Méthodistes, les Groupes Missionnaires, les Assemblées de Dieu et la Société Biblique (Kouassi, 2024). L'Assemblée adopta à l'unanimité la confession de foi de l'Alliance Évangélique Française comme fondement doctrinal de base (Decorvet, 1977) et consacra ainsi la naissance de la FECI qui fut reconnue officiellement par l'arrêté Ministériel N° 181 CAB AG du 26 janvier 1961. Archie Powel de la CMA et le Méthodiste Josué Danho furent respectivement Délégué Général et Président du premier bureau de la FECI. Les organisations évangéliques accueillirent la FECI comme le cadre approprié d'expression de leur unité telle que voulue par le Christ : « Père saint, gardes-en ton nom ceux que tu m'as donnés, afin qu'ils soient un comme nous » (La Bible, Jean 17 :11). Jeanne Decorvet (1977, p.233) écrit à cet effet : « la Fédération naquit dans la joie ». Les premiers statuts de la FECI sont sans préambule et composés de 19 articles. Selon l'article 2 de ces statuts, la FECI a pour objectif :

- D'aider à la propagation et à l'affermissement du Christianisme évangélique, en facilitant la tâche de chacune des églises, Missions et organisations évangéliques, qui sont membres, et en développant entre elles, la plus large collaboration dans la communion fraternelle et ;

- De représenter les Églises, les Missions et Organisations évangéliques auprès des autorités politiques du pays.

Ces objectifs confirment les propos du révérend Jean Alao qui affirme que la FECCI est « née pour poursuivre l'œuvre d'organisation de la Fédération de l'A.O. F » ; elle voulait « consolider ou sauvegarder les acquis ou l'héritage de cette dernière » selon les conseils de l'Apôtre Paul à Timothée : « O Timothée, garde le dépôt, en évitant les discours vains et profanes, et les disputes de la fausse science dont font profession quelques-uns, qui se sont ainsi détournés de la foi » (Alao, 2021). C'est sans surprise donc que la FECCI se veut une faitière conservatrice. Pour des raisons doctrinales, ses strictes conditions d'adhésion excluent d'office les mouvements liés directement ou indirectement au Conseil Œcuménique des Églises (COE) (Statut de la FECCI, art.8). De 09 organisations à sa création, la FECCI compte aujourd'hui plus de 45 Églises (dénominations) membres, 30 œuvres (institutions) et 17 missions. Ses membres les plus influents demeurent, cependant, les grandes dénominations héritières des sociétés missionnaires : CMA-CI, l'UEESO-CI, l'EEADCI, l'AEBECI, l'AECCI, AEEBLCI. Si cela ne constitue pas moins un handicap pour son dynamisme, l'application de certains principes fondamentalistes, propres à l'époque coloniale, dans le contexte postindépendance, émergent des différends.

1.2. Les différends doctrinaux sur fond d'occupation du territoire ivoirien

Les premières années de la FECCI furent un peu tumultueuses. Les tumultes proviennent de la répartition des champs de mission, de l'orientation doctrinale pentecôtiste des Assemblées de Dieu et du choix du Conseil Œcuménique des Églises (COE) par les Méthodistes.

Le mouvement des Assemblées de Dieu (AD) naquit au début du XX^{ème} siècle dans le sillage du Réveil pentecôtiste. Au plan doctrinal, à l'instar des autres évangéliques fondamentalistes de la FECCI, les AD croient à l'autorité souveraine de la Bible, à la Trinité, à la naissance virginale de Jésus-Christ, à la mort expiatoire de Jésus sur la croix, à sa résurrection des morts et à son retour. La différence se situe au niveau du « baptême du Saint-Esprit » si cher aux pentecôtistes. Ils le considèrent comme le signe matériel de « la nouvelle naissance » ou de la conversion. Le baptême du Saint-Esprit se caractérise chez les sujets pentecôtistes par la glossolalie (ou le parler en langue), les prières bruyantes et les guérisons physiques miraculeuses. Cette disproportion doctrinale nourrit la méfiance chez certains évangéliques traditionnels de la FECCI. Elle s'accroît plus encore avec le non-respect, par les AD, de l'article 14 des statuts de la Fédération interdisant l'installation d'une Église, Mission ou organisation dans une ville déjà occupée par une organisation membre de la Fédération. Cet article était, en effet, la reprise, autrement, du principe du *Comity agreement* localisé ou adapté en Côte d'Ivoire lors de la Conférence missionnaire tenue du 15 au 17 juin 1937 à Bouaké (épse Kouassi, 2018). En novembre 1961, à l'Assemblée Générale des délégués de la FECCI, plusieurs délégués s'étonnaient de la présence des AD dans la localité de Lakota, dans le champ de mission des Méthodistes. Les délégués de ces derniers, proposaient alors le retrait des AD de la région de ladite localité (AMBCI, 1961). Toutefois, soutenant que leur installation dans la zone est antérieure à la création de la FECCI, le missionnaire Brisset des AD dressa, à la grande surprise de tous, la liste des villages sous leur influence. Ce sont : la région Abidji plus Blofouebli, Bécédi et Sakokrou où des églises pourraient être fondées ; dans la région Dida : les villages Djédjéboua, Zebré, Diguédou, Djekpoheré, Daboblé (près de Lakota) ; et dans la région Souamré. Suite à cette énumération visiblement provoquante, les Méthodistes ne reconnaissent pour les AD qu'Adjamé, Port-Bouët, la tribu Abidji, à l'exception des villages de Brofouébli, Bécédi, et Sakokrou. Au sujet de la région de Souamré, les délégués de la CMA font remarquer que cette localité avait été cédée par sa Mission à la Mission Méthodiste ; et qu'elle doit revenir à la CMA si les Méthodistes ne l'ont pas évangélisée. La tension monta alors d'un cran. Et, les AD préférèrent leur retrait de la FECCI au respect de l'article 14 de ses statuts (AMBCI, 1961). Ce fut le premier coup dur pour la FECCI d'autant plus qu'elle était naissante et avait besoin de tous pour se consolider.

Fondamentalement, les causes de cette mésentente sont l'installation officielle tardive (à partir de 1958) des AD en Côte d'Ivoire et leur orientation doctrinale. En fait, « les Assemblées de Dieu sont apparus sur la scène comme des trouble-fêtes, dans la mesure où tout le partage du territoire était déjà fait. [...] Le gâteau était déjà partagé. Cette situation a créé beaucoup de conflits au départ ; on a eu l'impression qu'ils viennent prendre les chrétiens des autres » (Soro, 2022). « Ils sont les premiers qui sont venus s'installer par-ci par-là sans chercher l'accord d'aucune église [...] Ils faisaient beaucoup de bruit de guérison, des miracles. Cela n'est pas mauvais, mais ça a mis mal à l'aise les églises évangéliques qui avaient l'habitude de travailler en concertation » (Diakité, 2021).

Pour nous, le retrait des AD était prémédité. Arrivées après la répartition des champs de missions, le retrait de la FECCI était le seul moyen, pour eux, de s'affranchir des dispositions contraignantes de l'article 14 afin de s'installer librement dans toutes les contrées du pays. Le révérend Adama Ouadraogo (2022), l'un des pionniers des AD en Côte d'Ivoire, le reconnaît lorsqu'il affirme : « nous ne pouvions pas nous installer dans une région à cause des clauses des textes, pourtant il n'y avait pratiquement plus d'espace. C'est pour cela qu'on est sorti de la Fédération ». Quoi qu'il en soit, cette situation et l'évolution de la Côte d'Ivoire indépendante engendrent la modification de l'article 14 des statuts, en décembre 1963, afin de déclarer Abidjan ville ouverte à

toutes les organisations évangéliques membres de la FECI (AMBCI,1963). Capitale économique abritant un port, les écoles et les centres de formation, l'ouverture d'Abidjan à l'œuvre de tous les membres de la FECI s'imposait, même si plusieurs y voyaient une injustice envers les Méthodistes (AMBCI, 1963). Par ailleurs, ces derniers devenaient, eux aussi, indésirables au sein de la FECI. Cela à cause de leur collaboration à Abidjan avec les Frères de Taizé (AMBCI,1962), une communauté de moines protestants proche du COE et la participation du pasteur méthodiste Samson Nandjui à la conférence constitutive de la Conférence des Églises de Toute l'Afrique (CETA) à Kampala en Ouganda sur l'initiative du COE (Kouassi, 2024). Pour éviter toute accointance avec cette dernière, plusieurs missions avaient décidé de quitter la Fédération si les Frères de Taizé continuaient à faire partie du programme de l'Église Méthodiste à Abidjan (AMBCI,1962). Ainsi, toutes les organisations évangéliques s'étaient préparées sur l'orientation à donner à la Fédération lors de son Assemblée tenue les 10, 11 et 12 décembre 1963 à Bouaké. Par exemple, la CBFMS avait ordonné à ses représentants de : « provoquer le retrait des Méthodistes ou provoquer la dissolution de la Fédération. Si l'un ou l'autre ne réussissait pas, ils devaient se retirer de la FECI » (AMBCI, 1986, p.9). La WEC, elle, avait voté lors de sa conférence annuelle de 1962 de se retirer de la Fédération ((AMBCI,1962).

Dans l'après-midi de la première journée de l'Assemblée Générale, il est ressorti que le Comité de Littérature de la FECI s'est réuni à Korhogo et à Abidjan. Cela engendre une longue et houleuse discussion sur l'existence et l'origine de cette Commission à laquelle appartiennent déjà plusieurs membres de la FECI à l'insu de l'Église Méthodiste. Par la suite, il est ressorti que la Mission Méthodiste s'étant rattachée au COE, « les autres Missions et Églises avaient aussi la liberté de se rattacher à l'IFME » (AMBCI,1963, p.3). Sur ces mots, les délégués méthodistes réagirent. Danho questionne « Si nous travaillons dans un esprit de collaboration comme le précise nos statuts, pourquoi n'avons-nous pas été mis au courant de la formation de l'Association ? » ; Dessi lui, s'étonna « du manque de confiance à leur égard » ; et Fenton « fait remarquer que l'Association ayant enrôlé tous les membres de la Fédération sauf eux, ils n'ont plus qu'à partir, perdant leur temps et ayant l'impression de gêner les autres » (AMBCI,1963, p.3). Suite à « une intervention de Vé qui produit une vive réaction, celui-ci ayant employé le terme de « païens » que les Méthodistes ont interprété comme leur étant adressé », les délégués des Méthodistes claquent la porte de l'Assemblée Générale. Ainsi l'Église Méthodiste est-elle partie de la FECI.

Au fond, la question du Comité de Littérature ne fut qu'un prétexte pour envenimer le différend doctrinal né de la collaboration des Méthodistes avec les organisations proches du COE. Les fondamentalistes de la FECI considèrent désormais les Méthodistes comme libéraux au plan doctrinal. En fait, les membres de la FECI associent toute velléité d'innovation religieuse ou doctrinale, toute ouverture vers le modernisme, au paganisme. Or, le niveau de développement de l'Église Méthodiste à l'époque, perceptible à travers la construction d'écoles, d'hôpitaux et surtout sa proximité avec l'État du fait de sa contribution à la formation de l'intelligentsia nationale, inquiéta les fondamentalistes évangéliques. « On les voyait comme pas trop spirituels. À ce moment, tout ce qui était rationnel était païen » dit le révérend Jean Alao (2021) de la FECI.

Par ailleurs, les migrations internes de travail, la fuite de nouvelles communautés chrétiennes vers d'autres contrées hospitalières à cause de la persécution (Tuo, 2022), les déplacements d'études ou de formations, etc., rendirent caduc le principe de répartition des champs d'évangélisation dont la FECI fut la garante. Par exemple, la persécution de néophytes chrétiens dans le pays senoufo, espace missionnaire de la CBFMS depuis 1947, entraîne le déplacement de populations de cette zone au pays Gouro qui est le champ d'évangélisation de la mission WEC. « Une fois dans ces zones, [ces chrétiens persécutés] renouent avec la foi chrétienne. Des Assemblées locales [des baptistes conservateurs] voient le jour à Kononfla en pays Gouro, à Tiéblé, à Faraba et dans certaines villes du centre et du sud » (Tuo, 2022, p.215). Ce phénomène s'accrut davantage dans les centres urbains, surtout à Abidjan, du fait des migrations de travail, d'étude ou de formation. Ces populations évangéliques en mouvement, au lieu de s'adjoindre aux églises des champs missionnaires hôtes membres de la FECI, créent là de nouvelles représentations de leur zone de départ. Cette attitude fut préjudiciable à la collaboration fraternelle inter-Églises. Pire, elle contribua énormément à l'accroissement de l'ethnisation des églises membres de la FECI. De même, elle fut révélatrice de l'incapacité de la FECI à coordonner de manière efficace les activités et les mouvements de ses membres dans les années 1960. « C'était l'anarchie ; de mon point de vue ce n'était pas positif. Ça n'a pas donné une bonne image de la FECI à ceux qui n'étaient pas chrétiens » regrette le pasteur Moussa Diakité (2021).

En somme, les différends doctrinaux mêlés aux contraintes des mutations modernes de la Côte d'Ivoire mirent à rude épreuve l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire dès les années 1960. Les clauses de régulation de l'évangélisme héritées de l'époque coloniale devinrent très vite caduques. Ainsi, en 1976, l'Assemblée Générale de la FECI fut obligée d'autoriser ses membres à s'installer partout sur l'étendue du territoire national (Alao, 2021). Contrairement à l'Église Méthodiste, cette ouverture permet le retour de l'Église des Assemblées de Dieu au sein de la FECI en 1980. C'est lors de l'Assemblée Générale, tenue à Bouaké du 27 au 29 mai, que le Révérend Adama Ouedraogo des AD obtient la réintégration de sa dénomination à la FECI (AMBCI, 1980). Ce fut après de nombreuses réprimandes dues au non-respect des principes de la Fédération par les Assemblées de Dieu par le passé.

Dans une certaine mesure, le retour des AD au sein de la Fédération fut synonyme d'apaisement des différends inter-dénominationnels qui prévalurent depuis la création de la FECCI. Les prochaines années furent plus fructueuses en termes d'unité d'action au sein de la FECCI.

II. Les signes d'une consolidation apparente de l'unité d'action au sein de la FECCI

Les preuves d'une réelle collaboration au sein de la FECCI ne furent perceptibles que cinq années après l'indépendance, à travers l'édification d'Œuvres (institutions) et la réalisation d'activités communes d'édification spirituelle.

2.1 Les Œuvres de la collaboration

Les fruits de l'unité d'action au sein de la FECCI sont perceptibles à partir de 1965. Ce sont : l'Institut Biblique de Yamoussoukro (IBY), le Centre de Publications Évangéliques (CPE) et le Centre Évangélique de Formation en Communication pour l'Afrique (CEFCA).

L'IBY est le premier fruit de la collaboration entre les membres de la FECCI. En effet, eu égard à l'évolution de la société, les évangéliques sentirent le besoin de créer une structure de formation théologique plus adaptée au contexte. Précédemment, la formation des ministres du Christ se faisait sur le tas sans véritable qualification scolaire. La plupart des prédicateurs ou évangélistes africains étaient formés en langues locales.

C'est lors de la rencontre des délégués, tenue du 12 au 14 mars en 1962 à l'école baptiste de Bouaké, pour réfléchir sur les projets pratiques de la Fédération, que le projet de construction d'une école secondaire inter-dénominationnelle pour la formation des leaders chrétiens est formulé (AMBCI,1962). La ville natale de Félix Houphouët-Boigny, Yamoussoukro, capitale politique, située au centre de la Côte d'Ivoire sur l'axe d'Abidjan, la capitale économique, est choisie pour bâtir l'édifice. Le président Félix Houphouët-Boigny, dans sa volonté de faire de sa ville natale une référence en termes de bâtisses religieuses, accorda gracieusement un terrain de 4 hectares (environ 10 acres) à la FECCI pour la construction de leur Institut Biblique ((AMBCI,1962). Cependant, la contribution financière du président de la République pour l'érection de l'édifice aurait été refusée à cause du fondamentalisme et l'apolitisme strict de la FECCI (Alao, 2021 ; Soro, 2022). C'est grâce aux contributions, tant financières, matérielles que spirituelles, de tous les membres de la FECCI, et de la CMA de Haute Volta et de Mali (Decorvet,1977), que l'IBY ouvre ses portes en octobre 1965, sous la direction de M. André Grandjean, avec 11 étudiants. Son inauguration officielle et la dédicace du temple, elles, se tiennent en 1966, en présence de Félix Houphouët-Boigny, des autorités civiles ainsi que les délégations de toutes les dénominations ; plus de 3000 personnes assistèrent dans le temple et ses alentours aux festivités (Decorvet,1977). Le Certificat d'étude secondaire fut le diplôme d'entrée dans cette toute première école secondaire inter-dénominationnelle de formation théologique. L'exigence de ce niveau d'étude révèle la volonté de la FECCI de rehausser le niveau de connaissance des ministres de cultes chrétiens face aux nouveaux défis d'une société qui se modernise. Ainsi, l'IBY contribua à la formation des élites évangéliques de l'Afrique occidentale francophone et au-delà. En dépit des défis financiers et de personnel qualifié qui handicapèrent son fonctionnement à partir des années 1980, l'IBY fut une référence en termes de formation théologique en Afrique francophone post-indépendante. Ses difficultés furent, en partie, attribuables à la dégradation de la situation socio-économique de la Côte d'Ivoire amorcée dès le début des années 1980.

Après l'IBY vient le Centre de Publications Évangéliques (CPE). Sa création est intimement liée au succès de la littérature dans l'évangélisation et l'édification en Côte d'Ivoire. L'idée de création du CPE est venue de la missionnaire baptiste Marge Shelley. Elle est motivée par le succès du magazine pour adolescent, *Echo du Tam-Tam* dans le pays senoufo de Côte d'Ivoire (Soro, 2022). Ainsi, lors de l'Assemblée Générale ordinaire de la FECCI tenue les 14, 15, 16 et 17 novembre 1961 au foyer protestant de Treichville à Abidjan, le Comité de Littérature et de Radio de la Fédération invita les membres à la collaboration avec les services de Shelley. Cette dernière entreprit alors, dès 1963, avec l'appui de tous les membres de la FECCI, les démarches pour la mise en place d'une structure inter-dénominationnelle de production et de diffusion de littérature chrétienne au profit de toute l'Afrique de l'ouest francophone. En 1966, les délégués des Missions et Églises intéressées par le projet se réunissent sous la conduite de Shelley (Sangho, 1993). Après ces rencontres, le CPE fut officiellement formé à la dernière tenue du 28 au 30 décembre à Yamoussoukro (AMBCI, 1967). Les membres du Comité en Côte d'Ivoire sont : la Mission CMA représentée par Van Bremen, l'Église CMA représentée M. Nguessan, la Mission Biblique représentée par M. Varidel, l'Église du Sud-Ouest représentée par M. Blekewa, l'UFM représentée par M. Mallin, la Mission et l'Église WEC représentées respectivement par Howard et Gala, la Mission et l'Église Baptiste représentées respectivement par Shelley et Bazoumana Coulibaly et, pour terminer, la Mission *Free Will* représentée par Jones.

Pour la concrétisation matérielle du CPE, en plus de la contribution financière, spirituelle et matérielle, non négligeable des membres de la FECCI, des organisations évangéliques internationales apportèrent leur

contribution. « Elo (*Evangelical Literature Overseas*) et d'autres organisations américaines sont prêts à faire des dons importants au CPE » affirme le missionnaire Varidel à l'Assemblée Générale de la FECCI en 1967 (AMBCI, 1967, Annexe B). Toutefois, malgré ces propositions substantielles de financement du projet, ce n'est que le 30 juin 1968 qu'une concession fut trouvée à proximité de celle de la Mission Biblique dans la commune de Cocody à Abidjan. Les travaux de construction démarrèrent aussitôt. À ce rythme, l'inauguration du CPE se fit le 25 avril 1969 (AMBCI, 1970). Et, dès 1970, il présenta un seuil de production acceptable.

Les deux premières publications, " Vers la lumière" et " Vers le but" ont été éditées à 10.000 exemplaires chacune. Pour la première, 3000 sont déjà vendues et 2000 pour la seconde à 50 exemplaires et de 30% pour plus de 50 exemplaires [...] Le traité " Les deux chemins" se vend très bien à travers toute l'Afrique. Le CPE atteint déjà la presque totalité des pays d'expression française. La troisième brochure, " La victoire de Pâques" est bientôt à l'impression [...] Nous commençons à recevoir des commandes de toutes de toutes l'Afrique. Le Cameroun, par exemple, a fait une commande de 5000 Manuels pour les chrétiens (AMBCI, 1970, Annexe 6).

Ainsi, le CPE connut un franc succès dans sa volonté de répondre au besoin spirituel de l'Afrique francophone à travers la littérature évangélique. Ce sont plusieurs millions de pages de littérature qui sortent du CPE chaque année. En plus des magazines cités plus haut, des manuels pour leaders, des brochures thématiques, des guides d'étude biblique, des tracts et des calendriers annuels y sont publiés. Aussi, en collaboration avec la Radio ELWA, le Centre met à la disposition des églises des cassettes en langue française contenant de la musique, des sermons et des études bibliques (AMBCI, 1986). Le CPE touche 12 pays africains francophones directement depuis son siège d'Abidjan et d'autres pays d'Afrique francophone via le Kenya (Zaire, Burundi, Rwanda) ainsi que des pays du pacifique, des caraïbes, de l'Europe et de l'Amérique du Nord (Sangho, 1993).

Véritable initiatrice d'œuvres spirituelles, après la consolidation des bases du CPE, sa première responsable, Mlle Shelley sentit le besoin de fonder un Centre de formation des leaders africains en communication afin « d'équiper les responsables chrétiens pour plus d'efficacité dans leur ministère surtout en Afrique francophone » (APPAJ, 1986, p.4). En effet, l'évolution de la société imposait de plus en plus la médiatisation du religieux et son adaptation aux nouvelles techniques de communication. Dès 1980, alors qu'elle est encore directrice du CPE, Shelley informe, via une lettre, sa mission, la CBFMS, de son intention. Les personnes ciblées par le projet sont les écrivains africains, les libraires et les personnes travaillant dans les médias et l'enseignement théologique. La première commission pilote du projet, constituée de responsables d'Églises membres de la FECCI, comprend M. Shelley, A. Kouadio, D. Kennedy, Ch. Bossert et D. Fofana est créée au sein du CPE.

En 1984 et 1985, les deux premières sessions de formation de dix semaines chacune connurent un réel succès. Les 28 leaders évangéliques participants à la première session furent logés dans les locaux du foyer des étudiants UEESO-CI dans la concession de la Mission Biblique à proximité du CPE. Dix modules sont enseignés au cours de cette première session. Le corps professoral, lui, était composé de docteur André Kouadio, Directeur de l'Institut Biblique de Yamoussoukro ; M. Charles Cuillot, Directeur de Radio Évangile en français ; M. Charles André Geiser, Directeur du Centre Audiovisuel CITAVE ; Révérend Kassoum Keita, Directeur Afrique francophone de Campus pour Christ ; M. Jonathan Maxwell, Coordinateur de TEE de la SIM à Abidjan ; M. Mitchell Land, Directeur des Médias Baptistes et les membres suivants du personnel du CPE : M. Jules Ouoba, rédacteur et conseiller ; Mlle Bonnie Miedema, rédactrice et développeur de programmes d'études ; Mlle Alice Sturz, artiste et Docteur Marges Shelley, Directrice (AMBCI, 1984).

La deuxième session de formation se tint du 20 juillet au 15 septembre 1985. Elle réunit 30 participants de différents ministères (pasteurs, enseignants, responsables de jeunes et de femmes, présentateurs d'émissions radio, journalistes chrétiens, directeurs de chorales) de 07 pays différents : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Niger et le Tchad. Cela témoigne de l'influence internationale et inter-dénominationnelle de l'Institut dès sa création. Les deux premières sessions du Centre de Communication tenues au CPE furent appréciées favorablement. Les témoignages suivants montrent leur intérêt et leur impact sur les participants :

Quand j'ai reçu la publicité, je me suis dit : " je veux aller dans ce centre de formation, mais c'est l'heure des semis. Qui va semer mes cultures et s'occuper de mes champs ? Comment puis-je les quitter maintenant ? Qui va prendre soin de ma famille ?"

Lorsque les anciens de mon église ont appris cela, ils ont dit : " Allez, l'église plantera vos cultures et prendra soin de vos champs. Nous aiderons votre famille. Allez-vous former pour nous aider (AMBCI, 1984, Annexe 2, p.1)."

« Pourquoi ne nous a-t-on pas appris cela avant ? » ; « J'ai appris beaucoup de choses à l'école biblique, mais maintenant je vois comment je peux pratiquement utiliser ce que j'ai appris pour un ministère efficace » ; « pour la première fois, je vois que j'ai une responsabilité envers les gens en dehors de mon village. Je vois

maintenant que nous devrions aussi être des missionnaires auprès d'autres groupes ethniques qui nous entourent (AMBCI, 1985, p.1) ».

En plus des étudiants, les enseignants considèrent ces premières séances de formations comme répondant à des besoins précis des églises d'Afrique francophone. « Nous sommes très encouragés par les résultats de nos deux premiers séminaires d'été, mais comme vous pouvez le constater, nous n'avons fait que commencer à accomplir la tâche qui nous est confiée (AMBCI, 1985, p.1) ».

Le succès des deux sessions du Centre de Communication favorise son officialisation et sa consolidation. Il prend officiellement le nom « Centre de Formation en Communication pour l'Afrique (CEFCA) » sur proposition de son bureau directeur en mai 1986 (Soro,2022, p.301). Et son Assemblée Générale Constitutive se tint du 03 au 04 avril 1987 à l'Académie de Côte d'Ivoire (ICA) à Bouaké. Elle réunit 16 organisations chrétiennes évangéliques d'Afrique selon Benjamin Donassogui Soro (2022) : la Mission Biblique, la Mission Baptiste Libre, la SIM, la CBFMS, la Mission et Église CMA, les Églises Baptistes du Nord et la WEC côté ivoirien ; la SIM du Niger ; les Missions et Églises CMA du Burkina, de la Guinée Konakry ; de l'UEEB du Bénin ; de l'UEEBF et du CPE pour l'Afrique francophone. Cette Assemblée adopta, aussi, les statuts de l'institution et élit 08 personnes au compte du Conseil d'Administration dont le président est Salomon Saka de l'UEEB du Bénin.

À partir de 1986, du fait du succès de l'institution et de l'affluence pour ses séances de formation, le CEFCA fut obligé de louer un siège provisoire en bordure du boulevard Mitterrand route de Bingerville (AMBCI, 1987). Heureusement, à partir de 1989, un terrain d'un hectare et demi est acquis dans la commune de Cocody, à la 8^{ème} tranche. La session de formation de 1993, se tint sur ce site officiel du 19 juillet au 17 septembre. Son premier bâtiment de deux niveaux fut inauguré à cette occasion. Ainsi, le CEFCA devint un centre de rayonnement international. Abdoulaye Sangho (2018, pp.89-98), Directeur de *Trans World Radio* et ancien employeur du CEFCA en témoigne :

Les étudiants du CEFCA venaient de tous les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara, sans exception. Du Niger à Madagascar. [...] Nous devons à notre tour avoir un impact positif par notre conduite, par notre qualité des enseignements que nous donnions, sur la vie de ces leaders en formation de toute l'Afrique francophone. Quelle responsabilité ! Certains de ces étudiants avaient déjà exercé le ministère de nombreuses années durant et avaient même plus d'expérience de la vie que moi.

En résumé, c'est l'union de tous les membres de la FECI sans exception autour des œuvres précitées qui permit leur succès et leur rayonnement au-delà des frontières ivoiriennes. Notons-le, l'unité du milieu protestant évangélique de Côte d'Ivoire à cette période au sein de la FECI était en embonpoint. Ce fait favorisa même la réalisation d'activités communes pour l'édification spirituelle du corps de Christ dans le pays.

2.3. Les activités communes d'édification spirituelle.

L'unité d'action donne une audience internationale à la FECI et lui permet d'organiser des activités communes. La FECI est membre fondateur de l'Association des Évangéliques d'Afrique (AEA), ex Association des Évangéliques d'Afrique et de Madagascar (AEAM), qui est rattachée à l'Association Évangélique Universelle, la représentation de l'Évangélisme au plan mondial. Le missionnaire Archie Powell, premier Délégué Générale de la FECI et le Pasteur André Koffi de la CMA furent tous deux membres du premier bureau de l'AEA. Du 30 octobre au 1^{er} novembre 1991, le Conseil Général de l'AEA et la célébration de son 25^{ème} anniversaire se tinrent à Abidjan et Bingerville. En raison de l'importance de cet anniversaire, l'AEA demanda que le président de la République soit invité aux cérémonies et que l'auditorium de l'Hôtel ivoire les abritent (AMBCI,1991). Pour son organisation pratique, sept sous-comités furent mis en place. L'État ivoirien accorda toutes les autorisations nécessaires, et les délégués de l'AEA venus de 32 pays furent hébergés à l'ESIE de Bingerville (APPSA, 1992). Le président de la FECI, le Docteur André Kouadio dira plus tard : « nous avons eu le privilège d'abriter le Conseil Général de l'AEAM [...] Des frères membres de la FECI ont pris à bras le corps l'organisation pratique du Conseil dont le Secrétaire Général associé devait écrire ' c'était une réussite dans la dignité'' (APPSA, 1992, p.3) ».

En fait, l'organisation du 25^{ème} anniversaire de l'AEA donna un nouveau dynamisme aux relations FECI-AEA (Sangho, 1993). Ainsi, pendant la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire, l'Alliance Évangélique Mondiale (AEM) ou l'Alliance Évangélique Universelle (AEU) demanda, à travers une déclaration, aux églises du monde entier d'intercéder pour la Côte d'Ivoire. Elle eut, dans la même veine, un entretien avec le révérend Tehua Koffi Ouattara, Secrétaire Général de la FECI, afin de s'enquérir de la situation sociopolitique du pays et de la santé de l'unité évangélique en période de crise dans le pays. En outre, la FECI reçoit par l'entremise de l'AEA des invitations de participation aux rencontres planétaires de l'évangélisme. Ce fut le cas du 26 octobre au 04 novembre 1966, au premier congrès mondial de l'évangélisation (AMBCI, 1967) ; en juillet 1974, au congrès mondial de Lausanne sur l'évangélisation du monde (AMBCI, 1975) ; à Singapour en 1986, à Manille aux Philippines ou à Amsterdam au Pays-Bas (Sangho, 1993).

À côté de l'international, des campagnes ou « croisades » d'évangélisation et des retraites spirituelles des « serviteurs de Dieu » sont organisées au plan national. En mars 1977, une campagne d'évangélisation dans la ville de Bouaflé mobilisa tous les membres de la FECCI. Les grandes figures comme M. Issac Saye d'ELWA, M. Jules Varidel de l'UEESO, M. Jean Dago de l'AEPECOCI, M. Moussa Diakité de l'AEBECI et une équipe de bateau LOGOS, prirent part à cette activité (APPAJ, 1977). 15 soirées d'évangélisations eurent lieu ainsi que des visites dans les maisons privées pendant la journée et une grande distribution d'Évangiles. Une projection du film inter-dénominationnel « Suzanne » attira particulièrement 600 personnes.

À côté des actions d'évangélisations communes, la FECCI organisa des retraites spirituelles nationales pour les « hommes de Dieu ». Cela pour l'édification et le renforcement des capacités spirituelles des leaders évangéliques. Des thèmes forts intéressants et d'actualité sont traités par des évangélistes de renom. Par exemple, la retraite spirituelle d'avril 1978 à Yamoussoukro s'est tenue en présence de Festo Kivengere, John Wilson et Ebenezer Sikanane. Cette activité « fut très appréciée et le désir de la renouveler fut fortement exprimée (APPAJ, 1978, p.2) ». Toujours à Yamoussoukro, la retraite de 1985, tenue du 16 au 19 septembre réunit, en plus des leaders membres de la FECCI, ceux d'organisations évangéliques africaines autour de thèmes d'actualité. René Daidanso, Secrétaire général adjoint de l'AEA pour la francophonie intervint sur : « Le pasteur : le serviteur de Dieu » ; Andréa Salomon, responsable des Groupes Bibliques Universitaires à l'université d'Abidjan traita le thème : « Faire des disciples parmi les intellectuels » ; Adama Ouedraogo, pasteur des Assemblées de Dieu d'Adjamé, intervint sur le thème : « Faire des disciples parmi les masses » ; et le couple Keller, travaillant avec la SIM à Niamey au Niger, fit une exposition sur les stratégies d'évangélisation pour gagner les musulmans à Christ (AMBCI, 1985, p.2). La contextualisation des thématiques est significative. Elle vise à donner aux leaders évangéliques les outils nécessaires pour faciliter leur résilience vis-à-vis de l'évolution de l'environnement sociopolitique national.

C'est par ailleurs dans cette veine que la FECCI organisa en 1986 « la semaine de la paix » dont la cérémonie officielle se tint le dimanche 28 décembre au stade Robert Champroux, à Marcory, à Abidjan. Cette activité qui connut « un franc succès » selon Abdoulaye Sangho (2022), voulut marquer une présence nationale des évangéliques (APPAJ, 1986). Son objectif fut « d'attirer l'attention sur la présence de la FECCI en tant qu'association de missions et d'églises évangéliques qui travaillent ensemble et parle d'une seule voix devant le gouvernement (AMBCI, 1987, p.1) ». Seulement, la semaine de la paix était une réplique à la libéralisation progressive de la pensée religieuse en Côte d'Ivoire caractérisée par l'émergence ou l'introduction de nouvelles doctrines chrétiennes qualifiées de « sectes » par les fondamentalistes de la FECCI (AMBCI, 1987, p.1). Cette question inquiétait particulièrement la FECCI qui voulait conserver sa ligne doctrinale ; mais aussi l'État qui éprouvait de plus en plus de difficultés à distinguer ou à suivre les manœuvres des groupes religieux. Malheureusement pour la FECCI, la libéralisation de l'espace public, la promotion des libertés individuelles et collectives, à partir de 1990, fut désavantageux pour toutes les organisations conservatrices. Ainsi, avec la pression du contexte sociopolitique, la FECCI perd le monopole de représentation du milieu protestant évangélique du pays. L'unité du protestantisme évangélique au sein d'une seule faîtière est ainsi mise à rude épreuve.

III. La mise à l'épreuve de l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire

La mise à mal de l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire est liée, d'une part, à son fondamentalisme doctrinal et, d'autre part, aux implications de la « démocratisation » du milieu.

3.1. Le fondamentalisme de la FECCI comme obstacle à l'unité évangélique

Le fondamentalisme évangélique ou la volonté d'appliquer à la lettre les préceptes scripturaires au détriment de toute innovation religieuse est la principale caractéristique de la FECCI. Selon le révérend Jean Alao (2021), « le fondamentalisme est la nature de l'évangélisme ». D'ailleurs, les membres de la FECCI arborent fièrement les appellations « fondamentalistes » ou « conservatistes » qu'ils considèrent comme des marques d'authenticité religieuse ou d'attachement inconditionnel aux saintes écritures. En effet, en accord avec les raisons de la Réforme protestante du XVI^{ème} siècle, les évangéliques s'approprient le principe de séparation de l'Église de l'État. Mieux, la grande majorité considère le domaine politique comme une sphère fortement intégrée par l'ennemi, le diable, où l'intégrité du chrétien évangélique serait quasi-impossible. Le domaine politique deviendrait de ce fait, sans l'affirmer officiellement, un lieu ténébreux en opposition au monde évangélique qui représente la lumière. Le fidèle se doit donc de se protéger de la contagion politique tout en cherchant à évangéliser les politiques par la prédication de « la Parole de Dieu » (l'Évangile). Bien que doctrinale, c'est le contexte de colonisation dans lequel vécut les sociétés missionnaires fondatrices de la FECCI qui renforça ce caractère conservateur. La FECCI perpétua cet héritage ; qui fut, malheureusement, une source de son déséquilibre avec le changement du contexte sociopolitique national et international. En témoignent les affirmations suivantes :

Il y a un héritage, les blancs quand ils dirigeaient la Fédération, ils n'avaient pas de rapport particulier avec les gouvernements en termes de besoins, de faveurs. Ils ne voulaient pas se présenter comme des mendiants.

Et c'est cette mentalité qu'ils ont inculquée à nos pères à l'époque ; de sorte qu'en 1960 lorsque nos pères prennent la direction de la Fédération, ils font en sorte de ne pas avoir de rapport réel avec le pouvoir en place. Tout simplement parce qu'ils ne veulent pas que le pouvoir utilise un moyen quelconque pour leur faire chantage. Il y a même des missionnaires qui refusaient que les leaders protestants évangéliques répondent aux audiences du chef de l'État ; tout simplement parce qu'ils voulaient créer une démarcation entre l'Église et le politique (Silué, 2021).

Les missionnaires évangéliques ont mis dans la pensée des africains, les chrétiens évangéliques, qu'il y a une séparation entre l'Église et l'État. Que l'Église n'a pas à se mêler des affaires de l'État. Nous étions encore jeunes ; donc nous avons considéré ça comme parole d'évangile. Et on ne s'est pas intéressé à la politique. Malheureusement, nous n'avons rien revendiqué jusqu'aujourd'hui (Alao, 2021).

Les Évangéliques ont toujours peur du politique. Je pense que c'est un héritage de la colonisation. Comme c'étaient des missions étrangères américaines pour la plupart, elles se méfiaient du politique. Ça a été un peu l'héritage de nos Églises qui ont continué à garder une distance envers les questions politiques. L'activité politique était vue comme une activité mondaine ; disons une activité à haut risque sur le plan de la foi. Ce qui est vrai même encore aujourd'hui. Ça veut dire que la politique sous nos tropiques est faite d'une certaine façon. L'intégrité morale absolue est tellement compliquée. Beaucoup de gens qui y vont quand ils n'ont pas une intégrité, une maturité, ils sacrifient leur foi sur l'autel de la politique (Soro, 2022).

À côté de cette « peur du politique », vient l'absence de leaders évangéliques charismatiques. Pour emprunter à Abdoulaye Sangho (1997, p.8), malgré la création de centres de formations théologiques, il manque encore cruellement à la FECI des personnes charismatiques capables d'apporter des initiatives innovantes qui mettront l'évangélisme sur les rails. Il écrit :

La Fédération connaît des problèmes de tous ordres. Mais le problème le plus important se situe au plan humain. En effet, malgré le grand nombre et la diversité de ses organisations membres, la FECI manque cruellement de personnages qualifiés, visionnaires et entreprenants. Ce sont des pasteurs sans vision et sans ambition, et...des missionnaires expatriés qui ne voient toujours pas la nécessité d'une Fédération puissante et représentative qui composent et dirigent la FECI.

Au fond, les programmes de formation des pasteurs dans les instituts théologiques nationaux demeurent très spirituels ou christologiques et inadaptés au contexte sociopolitique. En d'autres termes, il semblerait que la formation reçue par les leaders de la FECI de l'époque était dépourvue de toute dose de rationalité, d'esprit d'organisation, de gestion d'affaires extra-ecclésiastiques et surtout de leadership charismatique.

En outre, le repli dénominationnel, héritage de la régionalisation de l'œuvre des sociétés missionnaires, donne un talon d'Achille à l'unité des membres de la FECI. Les Églises prennent ainsi des qualificatifs ethniques dans l'imaginaire populaire national. Par exemple, la CMA-CI est dite « l'église des Baoulé » ; l'AEBECI, « l'église des sénoufo » ; l'UEESO-CI, « l'église des Dan et Wè ». Ce fait n'est pas sans risque de transposition, dans le paysage religieux, de conflits d'autres natures, politico-ethniques notamment. À juste titre, Guibléhon Bony (2010, p.101) y perçoit « des risques de basculement ou de conflit, lorsque les différents acteurs s'engagent dans les luttes pour la conquête du pouvoir religieux ou politique ».

Si ces problèmes représentent des obstacles, ils ne sont que d'ordre interne. L'avènement de la démocratie faisant de la Côte d'Ivoire un terreau fertile à l'émergence de mouvements chrétiens dont certains sont qualifiés de « sectes » par les fondamentalistes fait de l'unité évangélique un véritable défi.

3.2. L'émergence de mouvements chrétiens ou d'Églises non-affiliées à la FECI

Du fait de la laïcité constitutionnelle, on ne peut parler de « secte » en Côte d'Ivoire. À cela s'ajoute la libéralisation du domaine public à partir de 1990 qui facilite la reconnaissance par l'État des mouvements religieux qui fleurissent de partout sur le territoire.

Au plan religieux, la secte est considérée comme un groupe religieux dissident minoritaire, renfermé sur soi, hérétique, et dont les pratiques sont en opposition avec celles de la majorité. Selon le *Dictionnaire Universel* (1993, p.497), elle est « un groupe idéologique religieux vivant en communauté sous l'influence d'un guide spirituel ». Ces deux définitions de la secte sont, toutefois, biaisées et péjoratives dans le cadre de cette étude. En effet, limiter la secte à ce niveau serait la plonger en discrédit en mettant en avant son aspect hérétique et la volonté de son « gourou » d'exploiter ses fidèles ou de se faire vénérer. Aussi, s'il est vrai que des sectes existent dans ce qu'il convient d'appeler les « églises indépendantes », l'opposition doctrinale entre la FECI et une tierce communauté, minoritaire ou autonome soit-elle, ne saurait être suffisante pour faire automatiquement d'un mouvement une secte. Ceci étant, il est question ici de communautés chrétiennes qui ne se rattachent à aucun mouvement international reconnu, qui sont neutres et élaborent des pratiques culturelles innovantes. Elles sont majoritairement guidées par des personnages centraux, des leaders, qu'on pourrait qualifier d'innovateurs

religieux. Elles sont couramment qualifiées au plan local d'« églises indépendantes africaines ». Leur caractère purement évangélique est remis en cause par les fondamentalistes. Le révérend Jean Alao (Inédit, p.9) de la FECI écrit à propos :

On a du mal à ranger les églises indépendantes africaines parmi les évangéliques. Elles sont rarement acceptées par les Fédérations des Églises évangéliques des pays d'Afrique, en général dominées par les églises traditionnelles et fondamentalistes. Elles ne sont donc pas rattachées à aucune lignée traditionnelle, même si elles se veulent protestantes en s'opposant au catholicisme romain et en s'alignant sur la réforme du XVIe siècle. [...] Certaines ont pour autorités la Bible, le prophète et les traditions. Parfois, le prophète est même plus important que le Bible.

L'observation directe du dynamisme évangélique révèle clairement que les Églises membres de la FECI gardent une méfiance envers les Églises dites indépendantes africaines. Elles considèrent ces dernières comme sectaires, au sens strict de leur perception des pratiques évangéliques. Par conséquent, la FECI évite toute collaboration déterminante avec ces mouvements. Par exemple, les actions spirituelles communes (campagnes d'évangélisation, prières, « programmes » ...) y compris le mariage entre les fidèles membres de la FECI et ceux des Églises dites autonomes sont déconseillés par les fondamentalistes. En plus du rigorisme doctrinal, cette attitude des fondamentalistes est liée au fait qu'à l'exception de l'Église méthodiste, toutes les Églises et Missions évangéliques furent membres de la FECI avant les années 1980. Progresser en toute autonomie, hors de ce cadre, fut inadmissible et synonyme d'une spiritualité douteuse. C'est peut-être là le sens de l'emploi du mot « secte » pour qualifier au mieux les organisations chrétiennes dissidentes ou non-affiliée à la FECI.

La première dissidence officielle au sein des Églises héritières des sociétés missionnaires, est celle de l'Église de Réveil de Côte d'Ivoire sous la conduite de Jean Glao en 1982. Elle sort de l'UEESO-CI à cause de l'opposition de cette dernière au « baptême du Saint-Esprit », les prières bruyantes et la libre manifestation des dons spirituels suivant la Bible (Marc, 16 :17-18). En moins de deux années, après avoir présidé l'Association des Églises Baptistes Méridionale de Côte d'Ivoire de 1977 à 1979, le révérend Robert Dion obtint l'autonomie de l'Église Protestante Baptiste Œuvre et Mission (EPBOM) en 1984 (Dion, 2022). L'EPBOM prit la dénomination Église Protestante Baptiste Œuvre et Mission Internationale (EPBOMI) le 8 mars 1988 (Kouassi, 2024). Tout comme l'Église de Réveil de Jean Glao, l'EPBOMI fit face à un problème doctrinal, celui de la Trinité (Kouassi,2024), qui attisa la méfiance des fondamentalistes. Tandis que la FECI désapprouve ces nouvelles communautés et refuse de les accepter en son sein, ces dernières reprochent aux fondamentalistes leur tiédeur spirituelle et leur refus d'admettre toutes les manifestations charismatiques de l'Esprit notamment la glossolalie, les prières bruyantes et les révélations prophétiques.

Chronologiquement, c'est à partir des années 1980 que les différences doctrinales liées aux manifestations charismatiques attirèrent l'attention de la FECI. Cela s'explique par l'effervescence pentecôtiste suscitée par l'importante campagne d'évangélisation de l'évangéliste Jacques Giraud en 1973. En effet, participant à une campagne d'évangélisation organisée par l'Église des Assemblées de Dieu à l'occasion de l'inauguration de leur chapelle d'Adjamé, l'œuvre de Giraud fut telle que la cour de ladite chapelle ne put contenir la foule. Le gouvernement annula alors, pendant trois semaines, les activités sportives du stage Robert Champroux au profit de ses réunions charismatiques. Giraud fut même invité à dîner à la présidence de la République ; Félix Houphouët-Boigny, et plusieurs autorités locales l'invitèrent à prêcher dans leurs localités (Diakité, 2021).

Toutefois, bien que cette campagne permit la conversion de plusieurs personnes dans des églises évangéliques fondamentalistes, le passage de Giraud en Côte d'Ivoire entraîna de nombreuses mésententes doctrinales. Les communautés charismatiques se forment au sein des dénominations fondamentalistes et trouvent une légitimation dans les miracles de Giraud, les prières bruyantes, et les manifestations extraordinaires de l'Esprit-Saint. En un mot, l'évangélisme traditionnel incarné par les membres de la FECI, à l'exception de l'Église pentecôtiste des Assemblées de Dieu, est remis en cause par de nombreux fidèles impressionnés par les pratiques charismatiques de Giraud.

Par ailleurs, si les dissidences doctrinales fragilisent dès 1982 l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire, la dégradation des conditions socio-économiques liée à la chute du cours des produits agricoles et des programmes d'ajustements structurels propulsent, à partir de 1990, dans le milieu chrétien de nouveaux innovateurs religieux protégés par la démocratisation du pays. Qualifiés de néo-pentecôtistes, ces derniers réinventent de nouveaux cadres de sociabilité ou de fraternité entre « frères et sœurs en Christ » en opposition au cadre ordinaire d'antan qui serait gagné par Satan. Pour gagner en audience, leur discours s'imprime dans le contexte socio-économique de plus en plus pernicieux. Leurs sermons et leurs réunions d'évangélisation deviennent des discours de propositions d'une « nouvelle vie », d'une « nouvelle naissance », pas forcément à la stature parfaite du Christ, mais synonyme de stabilité terrestre, présentée comme un avant-goût de la félicité céleste. Les lieux de cultes, de par leurs offres, s'assimilent ainsi à des centres socio-thérapeutiques ou des centres de resocialisation ou de réhabilitation de l'individu « né de nouveau ». La « nouvelle naissance », elle, est perçue comme un nouveau recouvrement socio-économique matérialisé par les miracles de guérison, de mariage, de

voyage, de travail, de promotion et d'enfantement (Sitionon, 2024). En un mot, c'est la création miraculeuse d'un univers idyllique alternatif, un univers opposé au réel gagné par le mal et les difficultés sociales.

Au surplus, l'instabilité politico-sociale amorcée par le putsch de décembre 1999 donna un coup d'accélérateur à la luxation de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire. Elle accentua l'émergence de mouvements socioreligieux avec, pour la plupart, des leaders sans formation théologique adéquate mais dotés d'excellentes capacités oratoires. Leur style vestimentaire, leurs véhicules, leurs quartiers de résidence et les établissements que fréquentent leurs progénitures attestent leur goût prononcé pour le luxe. Que dire des titres ? Pour eux, les noms ordinaires comme Missionnaire, Évangéliste, Pasteur, Responsable... utilisés pour qualifier les « serviteurs de Dieu » sont désuets et dévalorisants (Sitionon, 2024). Ils sont Apôtre, Bishop, Archi Bishop, Visionnaire, Prophète, Prophète des Nations, Guide spirituel... Mieux, leurs pratiques chrétiennes sont aussi étranges que les titres qu'ils arborent. Généralement, leurs réunions ou cultes n'ont aucune feuille de route précise ; le programme n'est jamais respecté. Une révélation de « l'homme de Dieu » ou une manifestation extraordinaire de l'Esprit saint peut changer le cours des choses. En tout cas, le leader charismatique semble détenir un pouvoir particulier sur les « grâces », les « bénédictions » voire la vie de ses fidèles. Certains auteurs recourent, de ce fait, à un vocabulaire mercantiliste dans leurs écrits. L'anthropologue Guibléhon Bony parle de « marché de la spiritualité » en Côte d'Ivoire tandis le journaliste Francis Kpatindé (Jeune Afrique, 1998) écrit :

Le marché de Dieu se porte bien. La prolifération des sectes est telle que les titres de révérend ou de pasteur sont galvaudés. Des Ivoiriens, des Béninois, des Libériens, des Nigériens se font appeler pasteur ou révérend simplement parce qu'ils ont transformé leur demeure ou leur arrière-cour en temples éphémères ou durables. Les sectes foisonnent : les unes sont « africaines », les autres sont « importées », certaines sectes demandent aux femmes de se couvrir la tête, de ne pas porter de boucles d'oreilles, ou de s'habiller comme les anciennes esclaves. D'autres interdisent à leurs adeptes les soins hospitaliers. Il fut un temps où, en bordure d'océan, sur la route d'Abidjan-Bassam existait une mystérieuse église au nom évocateur « multipliez-vous » !

À côté des pratiques assez mystérieuses se dresse tout un système de commercialisation de « marchandises bénies », selon leurs termes : l'encens béni, l'huile d'onction, l'eau bénie... Ces produits sont souvent importés d'Israël qu'ils qualifient de « terre sainte ».

Image n°1 : L'huile d'onction vendue dans la boutique d'une église de la commune d'Adjamé



Source : Mathieu Sitionon, photo prise le 02 novembre 2021, à Adjamé, quartier 220 logements. Un pot d'huile coûte 1000 FCFA

Parmi les mouvements né-pentecôtistes qui firent grand bruit au début du siècle, et qui favorisèrent l'essor du « marché de la spiritualité » se trouve en bonne place le ministère de Séverin Kacou qui arborait le titre de « Prophète des Nations ». Séverin Kacou fut président-fondateur du Ministère de la Puissance de l'Évangile (MPE) et Président de l'Église Foursquare de Côte d'Ivoire de 1997 jusqu'à sa mort accidentelle en 2001 (Coulibaly, 2016). C'est principalement ses prophéties, les rassemblements qu'il organisèrent, dans un contexte politique nouvellement libéralisé, et sa proximité avec les milieux officiels du pays qui boostèrent l'émergence de ministères et d'une jeune génération de prophètes très précoces.

Par ailleurs, d'autres mouvements inventent, à travers l'interprétation biblique, leurs propres pratiques religieuses en contradiction avec la conception de l'évangélisme et du pentecôtisme. La tenue vestimentaire de la femme ou le port du voile pendant le culte, la vénération de personnage charismatique comme le pasteur américain William Marrion Branham, l'utilisation d'autres livres dits saints en plus de la Sainte Bible, l'utilisation d'huile d'onction, de sel, d'eau sont entre autres des pratiques qui créent la polémique et divisent la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire. La centralité du discours biblique fondamental sur la quête du Salut, le « Royaume des cieux », subordonnée à la sanctification du croyant, est visiblement reléguée au second plan voire complètement absent du discours de certains leaders charismatiques (Sittonon, 2024). Plus loin, certains leaders se substituent aux personnages bibliques ou à Jésus-Christ lui-même. Le prophète Philippe Kacou, par exemple, s'identifie comme « le Prophète-messager du cri de minuit », selon l'Évangile de Matthieu au chapitre 25 le verset 6. Ce personnage assez mystérieux aurait commencé son ministère publiquement en juillet 2002. Il prêche un évangile fortement centré sur sa personne. En d'autres termes, il se considère comme un personnage indispensable dans l'accomplissement du plan divin pour l'humanité toute entière ; il divinise ses écrits, ses dires et considère toutes les autres Églises comme des « Églises diaboliques ».

Le slogan « Arrêtez de souffrir » de l'Église Universelle du Royaume de Dieu (EURD) et le nom « *Winners* » (vainqueurs) à l'image de *Winners Chapel International* en sont révélateurs (Sittonon, 2024). La première (EURD), d'origine brésilienne et présente dans plus de 90 pays, s'est imposée dans le milieu évangélique ivoirien par la transformation des salles de cinéma des quartiers populaires par des lieux de culte et sa rapide répartition sur toute l'étendue du territoire. Nous en voulons pour exemple le cinéma Liberté dans la commune d'Adjamé 220 logements, le cinéma Kabadougou à Yopougon, le cinéma La paix à Yopougon Toit Rouge, le cinéma Aboké à Adjouffou, le cinéma La paix à Abobo (Coulibaly, 2016). Le premier responsable de ce mouvement transnational en Côte d'Ivoire est l'évêque Antonio Miguel Ferraz. Son temple « Cénacle du Saint-Esprit » situé à Adjamé-Rénault dont la construction coûta six milliards de Fcfa, a une capacité d'accueil de 3500 places assises. L'édifice comporte, en outre, une salle de conférence de 200 places et un vaste parking. Fondée par Edir Macedo Bezerra en 1977 au Brésil, l'EURD ou Centre d'Accueil Universel ou encore Centre d'Aide Spirituel, a pour vision de « permettre au monde d'avoir l'opportunité de recevoir le salut à travers le Seigneur Jésus-Christ et d'aider les personnes à avoir " la vie en abondance" qu'il nous a promis (<https://www.eurdc.org/Nous>, 2023) ». Ainsi, en plus de la quête du Salut, la foi en Jésus donnerait une vie d'opulence terrestre. Selon leur croyance, le Saint-Esprit donne « sept bénédictions » qui sont : la famille, la santé, la vie sentimentale, la prospérité, l'Esprit de Dieu, la délivrance et le Salut. L'EURD croit que : « la guérison divine vue dans l'Ancien Testament et le Nouveau Testament est une partie intégrante de l'Évangile (<https://www.eurdc.org/NousCroyons>, 2023) ».

L'émergence des mouvements néo-pentecôtistes accentue la désunion de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire. Les fondamentalistes de la FECCI les considèrent comme des innovateurs religieux qui altèrent l'authenticité du message biblique. À propos de l'Évangile de la prospérité, les membres de la FECCI sont catégoriques. Il est en contradiction avec le message du Dieu compatissant de Matthieu chapitre 10 les versets 7 et 8 : « Allez, prêchez, et dites : le royaume des cieux est proche. Guérissez les malades, ressuscitez les morts, purifiez les lépreux, chassez les démons. Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement ». Pour cela, les membres de la FECCI qualifient les néo-pentecôtistes « d'églises conjoncturelles » et refusent de les accepter comme des évangéliques au même titre qu'eux (Alao, 2021). Par conséquent, ils ne peuvent devenir membres de la FECCI. Ces derniers considèrent les néo-pentecôtistes comme des produits de la démocratisation de l'espace politique. Le pasteur Jean Alao (2021) affirme à propos :

L'impact du multipartisme sur le christianisme fut mauvais. Ce fut un exemple que l'Église a imité. Avec les questions de liberté d'expression, on crée les églises indépendantes comme on crée les partis politiques [...] A l'église n'y a pas de liberté d'expression ! À l'église, il y a la soumission à l'autorité spirituelle ! La multiplicité des mouvements d'effervescence que vous voyez aujourd'hui est partie de là. Les gens ont imité un multipartisme qui ne cadre pas avec l'Évangélisme.

Au surplus, ces différences du milieu protestant évangélique de Côte d'Ivoire s'amplifièrent avec l'élection de Laurent Gbagbo en 2000 comme le premier président *born again* de l'histoire du pays. Converti, probablement en 1998 au néo-pentecôtisme, l'accession de Laurent Gbagbo au pouvoir donne une lucarne officielle d'expression aux membres de sa communauté religieuse. Ces derniers se considèrent comme les auteurs du plus grand exploit évangélique de l'histoire du pays. De quoi pour les encourager à s'approprier l'élection et à descendre dans l'arène politique pour soutenir leur « frère en Christ » dès le déclenchement de la crise politico-militaire le 19 septembre 2002. N'en déplaise aux fondamentalistes de la FECCI, de la collaboration entre les mouvements néo-pentecôtistes et le couple présidentiel Gbagbo naît la première faïtière charismatique du pays, le Conseil National des Églises Protestantes Évangéliques de Côte d'Ivoire (CNEPE-CI), le 24 janvier 2002. La consolidation du néo-pentecôtisme et des églises indépendantes au sein de cette nouvelle faïtière et leur

proximité avec le couple présidentiel, pendant la crise politico-militaire, rendent quasi-impossible l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire.

IV. Conclusion

En définitive, l'unité de la communauté protestante évangélique de Côte d'Ivoire demeure un véritable serpent de mer. Elle est cadencée par les mutations politico-sociales que connaissent le pays depuis son accession à l'indépendance. Ainsi, le fondamentalisme doctrinal et l'intransigeance des principes statutaires de la FECCI, hérités de l'époque coloniale, créèrent très tôt des différences d'ordre doctrinal. Ces mésententes doctrinales, aggravées par l'intrusion déconcertée des Assemblées de Dieu dans le Sud-est ivoirien, entraînèrent le retrait de l'Église Méthodiste de la Fédération dès 1963. Heureusement, les années qui suivirent furent fructueuses. Les fruits de l'unité évangélique furent perceptibles à travers l'IBY, le CPE, le CEFCA et l'organisation d'action socio-spirituelle d'édification par la FECCI.

Toutefois, à partir de la fin des années 1980, les aléas socio-économiques du pays favorisent l'émergence de nouvelles doctrines contraires à celles de la FECCI. On assiste alors à l'émergence de mouvements autonomes, qualifiés de « sectes » par les fondamentalistes, et d'église néo-pentecôtistes ou charismatiques. Cette situation s'accroît à partir de 1990 avec l'instauration du multipartisme. Une véritable démocratisation du paysage religieux s'opère. Face à l'instabilité socio-économique, la recrudescence du chômage, l'incertitude ou la désillusion quant à l'avenir, de nouveaux acteurs religieux, généralement plus jeunes, se réinventent, dans le paysage religieux, une identité plus résiliente et acceptable par la société. Ils créent une nouvelle forme de sociabilité et d'entraide sur fond d'appartenance à une communauté de « frères et sœurs en Christ ». Sans surprise, leurs doctrines et leurs discours s'élaborent en fonction des réalités politico-socio-économiques du temps. La quête du Salut serait pour ainsi dire indissociable du bien être socio-physiologique. N'en déplaise aux églises fondamentalistes membres de la FECCI que ces doctrines s'inspirent littéralement des Saintes écritures ou non.

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Archives de la Mission Baptiste de Côte d'Ivoire (AMBCI) ou *Conservative Baptist Foreign Mission Society (CBFMS)*

- [1]. AMBCI, Ivory Cost Evangelical fellowship report, First meeting of Ivory Coast Evangelicals, Bouaké, 26 november, 1962, 06p.
- [2]. AMBCI, Rapport-CPE, november 1984, 09p.
- [3]. AMBCI, Rapport de l'Assemblée Générale des Délégués de la FECCI, Bouaké, les 10, 11 et 12 décembre 1963, 11p.
- [4]. AMBCI, Rapport de l'Assemblée Générale des délégués de la FECCI, Treichville, les 14,15,16 et 17 novembre 1961, 09p.
- [5]. AMBCI, Report of the Protestante Federation Meeting held at Bamako, Sudan, june 14, 15,16, 1960, 01p.
- [6]. AMBCI, Report on the Ivory Cost Protestants Federation, Bouaké, november, 26, 1962, 2p.
- [7]. AMBCI, Rapport du Centre de formation par Williams DALE, 1985, 01p.
- [8]. AMBCI, Chairman's chat, April 30, 1987, 05p.
- [9]. AMBCI, Chairman's chat, september 25, 1985, 02p.

Archives privées du Pasteur Alao Jean (APPAJ)

- [10]. APPAJ, Procès-verbal de l'Assemblée Générale de la FECCI, Yamoussoukro, du 25 au 26 septembre 1986, 5p.
- [11]. APPAJ, Procès-verbal de la rencontre de la FECCI, Man, du 13 au 15 juin 1978, 03p.

SOURCES ORALES

- [12]. Alao Jean, président de l'Église Apostolique du Christ de Côte d'Ivoire (EACCI), ex-secrétaire général de la FECCI.
- [13]. Diakité Moussa, ancien de l'AEBECCI, premier compositeur et chantre évangélique de Côte d'Ivoire.
- [14]. Dion Yayé Robert, Président fondateur de l'EPBOM, Président de la Conférence des Églises Protestantes et Missions Évangéliques de Côte d'Ivoire (CEPMECI), Président du Consistoire des Protestants Évangéliques de Côte d'Ivoire (CPECI).
- [15]. Koffi Célestin, ancien président national de l'église CMA, ancien directeur de l'Institut Biblique de Yamoussoukro, Vice-président de l'Union Mondiale de l'Alliance.
- [16]. Kpan René, Président fondateur de l'Église Évangélique de Réveil International (EERI), ancien Vice-président de la FECCI.
- [17]. Sangho Abdoulaye, ex-rédacteur du bulletin *Le Réformateur chrétien* et du *Communicateur*, Directeur Afrique de l'ouest et Afrique centrale de Trans World Radio.
- [18]. Silué David Kuhen Zana, Président de l'Union missionnaire de la Nouvelle Alliance de Côte d'Ivoire (UMNACI), Directeur chargé de l'organisation et de la mobilisation à la FECCI.
- [19]. Soro Soungalo, pasteur principal de l'église AEBECCI Riviera 3 (Cocody), ancien Directeur du Centre Évangélique de Formation en Communication pour l'Afrique (CEFCA), ancien membre de plusieurs bureaux de la FECCI.
- [20]. Ouedraogo Adama, Doyen de l'EEADCI, pasteur principal de l'église des Assemblées de Dieu de la Riviera II (Abidjan), membre de plusieurs bureaux de la FECCI.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [21]. AGOH Akabla Florentine épouse KOUASSI, « L'église protestante évangélique de l'Alliance chrétienne et missionnaire de M'pouto : étude d'une communauté bambara dans un village ébrié d'Abidjan (1975-1994) », 2018, *Revue Ivoirienne d'histoire*, n°31, pp.54-69.
- [22]. BONY Guibléhon, 2010, *Le pouvoir-faire : religion, politique, ethnicité et guérison en Côte d'Ivoire*, Paris, l'Harmattan.

- [23]. BONY Guiblehon : « Les jeunes et le marché de la spiritualité pentecôtiste en Côte d'Ivoire »,2012, European Scientific Journal, n°24, October édition, vol.8, pp.115-135.
- [24]. DECORVET Jeanne, 1977, Les Matins de Dieu, Paris, Mission Biblique de Côte d'Ivoire.
- [25]. COULIBALY Navigué Félicien : « Les Églises néo-pentecôtistes à Abidjan : clientélisme religieux et dynamiques de socialisation », 2016, Revue africaine d'anthropologie, n°21, pp.185-203.
- [26]. COULIBALY Navigué Félicien, 2012, « Houphouët-Boigny, le pouvoir politique et les religions en Côte d'Ivoire : 1960-1990 », Revue suisse d'histoire religieuse et culturelle, n°106, pp.634-351.
- [27]. KPATINDE Francis, Jeune Afrique, n°1945, p.17. In Germain Raoul BLE : « Cf. Germain Raoul BLE: « La prolifération des sectes en Côte d'Ivoire : l'expression d'une réalité sociale », Revue des sciences religieuses, n°87, janvier 2013, 12p. [En ligne] sur <http://journals.openedition.org/rsr/1313>, consulté le [29 août 2021].
- [28]. KEO Kognon,1997, Le défi de l'unité de l'Église à travers l'histoire du protestantisme en Côte d'Ivoire (1924-1960), mémoire de maîtrise, théologie, Abidjan, Faculté de Théologie Évangélique de l'Alliance Chrétienne.
- [29]. GUYON Marie-Miran, 2015, Guerres mystiques en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-1013), Paris, Karthala.
- [30]. KOUASSI Célestin, 2024, Le protestantisme dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, expansion, diversité et défis, Paris, Livreshippo.
- [31]. KOUASSI Célestin, 2013, Tous un comme nous. Diversité et Unité d'action du Protestantisme en Afrique Occidentale Française (1895-1960), Abidjan, Centre de Publications Évangéliques.
- [32]. KOUASSI Kouadio Célestin, 2006, La C.M.A. en pays baoulé de 1919 à 1960 : évolution sociopolitique et dynamique d'une mission chrétienne, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, Université de Cocody, Abidjan.
- [33]. SANGHO Abdoulaye, 1993, Création d'un département de communication au sein de la Fédération Évangélique de Côte d'Ivoire, Mémoire de fin de cycle, EFAP/Afrique.
- [34]. SORO Donassongui Benjamin, 2022, L'œuvre missionnaire de la Conservative Baptist Foreign Mission Society (CBFMS) en Côte d'Ivoire : l'exemple du pays Sénoufo 1946-1997, thèse de doctorat d'histoire moderne et contemporaine, Université Alassane OUATTARA.
- [35]. SITIONON Mathieu, 2024, « Les mouvements protestants évangéliques de Côte d'Ivoire face à la crise ivoirienne », Revue ivoirienne des sciences historiques, n°15, juin, pp.86-119.
- [36]. TUO Zié, 2022, L'église baptiste dans le pays sénoufo de Côte d'Ivoire (1947-2002), thèse de doctorat d'histoire contemporaine, Université Félix Houphouët-Boigny.